

création de ces écoles si nécessaires, suivant en cela l'exemple qui nous est donné par des grands pays comme l'Angleterre, la France, les États-Unis, l'Allemagne et l'Italie ?

Dans le magnifique discours qu'il prononçait alors, un voyageur de commerce conseillait aux contribuables de cette province, de ne pas toujours compter sur le concours du gouvernement et tout en faisant un chaleureux appel à l'initiative privée, rappelant avec raison que si nous avions fait des merveilles dans cette province, dans l'instruction supérieure et dans l'instruction scolaire, nous devons ces merveilles à nos universités, à nos collèges classiques et à nos communautés enseignantes et, par conséquent, à l'initiative privée.

Oui, M. l'Orateur, comme je le disais au cours de ces remarques, en relisant l'histoire de notre province et spécialement depuis cette date mémorable de 1760, si nous tenons compte des luttes héroïques soutenues constamment par nos ancêtres jusqu'en 1845, pour conserver nos croyances religieuses, notre langue et nos lois, et arriver enfin à la conquête du gouvernement responsable, tel que compris en Angleterre ; si nous tenons compte que durant toute cette longue période, rien ne fut fait par les gouvernants pour leur aider à répandre l'instruction publique dans nos campagnes, que notre clergé et nos communautés enseignantes contribuèrent seuls et de leurs propres deniers à cette nouvelle tâche ; si nous considérons qu'il s'est écoulé à peine un demi-siècle depuis que notre système scolaire fonctionne régulièrement ; si nous tenons compte des faibles ressources de notre province, comparées à celle d'Ontario, pour aider, jusqu'à ce jour, aux progrès de l'instruction publique, nous avons raison d'être fiers des résultats obtenus et d'affirmer que nous ne sommes pas restés en arrière des autres provinces, tout en aspirant généreusement à de nouveaux progrès.

Si, vû nos faibles ressources, l'instruction publique dans cette province n'a pas été subventionnée aussi largement que dans celle d'Ontario, le dévouement, le travail, les sacrifices de notre clergé et de nos communautés enseignantes, ont remplacé l'argent. Ils nous ont permis de rivaliser avec elle sous le rapport de l'instruction publique, malgré des obstacles considérables qui existent chez nous, résultant du climat, de la pauvreté et surtout de la position géographique des établissements qui, dans Ontario, sont plus compacts, groupés en petites villes et villages, tandis qu'ici, les paroisses, les cantons et les hameaux sont dispersés sur des vastes étendues.

* * *

Sans doute, M. l'Orateur, il nous reste beaucoup à faire et nous ne pouvons trop nous intéresser et travailler au progrès de l'instruction publique, mais, pour atteindre ce noble but, nous ne devons pas mettre nos compatriotes